

Termes de référence pour l'identification d'un(e) consultant(e) pour réaliser la recherche-action du programme pouvoir choisir en République Démocratique du Congo (zones de santé de Mbandaka, Bolenge, Wangata et Bikoro)

1. Contexte et Justification

Oxfam est une confédération internationale de 20 organisations travaillant ensemble dans plus de 90 pays dans le cadre d'un mouvement mondial pour le changement. Son objectif principal est de construire un avenir libéré de l'injustice et de la pauvreté. L'équipe d'Oxfam travaille avec des partenaires locaux pour atteindre plus des communautés, et met en œuvre des activités de plaidoyer pour aider à améliorer la vie des gens en les impliquant dans les décisions et les actions liées à leurs problèmes et à leurs opportunités.

Le programme appelé « Pouvoir choisir » est axé sur les Droits en santé sexuelle et reproductive (DSSR) dans le cadre de l'initiative d'Affaires mondiales Canada (AMC) visant à contribuer aux efforts mondiaux d'éradication de la pauvreté en s'attaquant aux inégalités, en mettant l'accent sur les femmes et les filles les plus pauvres et les plus vulnérables. Ce programme mise en œuvre dans 7 pays : d'Afrique subsaharienne (République Démocratique du Congo et Ghana), au Moyen-Orient (Jordanie, Liban, Territoire Palestinien Occupé) et en Amérique latine (Bolivie et Honduras) pendant 7 ans (2021 – 2028). Le projet Pouvoir Choisir comporte trois volets interconnectés :

- 1) autonomiser les jeunes et créer des communautés de soutien ;
- 2) améliorer la prestation des services de santé ;
- 3) influencer les politiques et les pratiques.

En RDC, les Adolescent.es et les jeunes (10 - 24 ans) représentent près du tiers de la population et sont souvent l'objet d'une faible attention de la société en matière de santé. Les normes sociales discriminatoires et l'environnement réglementaire continuent de les contraindre à ne pas réaliser pleinement leurs DSSR. L'inégalité entre les genres étant de proportion très élevée dans le pays (Gender Inequality Index, 2017).

La RDC compte environ 102 millions d'habitants, dont 32 % sont des jeunes de 10 à 24 ans¹. Moins de 10 % des adolescentes mariées de 15 à 19 ans utilisent une méthode moderne de contraception². Plus de 60 % des jeunes femmes en milieu rural n'ont pas accès à une éducation sexuelle complète ni à des services adaptés³. Le taux de mortalité maternelle atteint 548 décès pour 100 000 naissances vivantes, contre une moyenne africaine de 545 et une moyenne mondiale de 223⁴. Dans la province de l'Équateur, plus de 26 % des adolescentes de

¹UNFPA (2023). Rapport sur l'état de la population mondiale.

² Enquête Démographique et de Santé (EDS-RDC, 2021).

³ Guttmacher Institute (2023). Adding It Up: Investing in Sexual and Reproductive Health in Low- and Middle-Income Countries.

⁴ Ministère de la Santé Publique RDC (2022). Rapport annuel de la Division de la Santé de la Reproduction ; OMS (2023). Trends in Maternal Mortality: 2000 to 2020

15–19 ans ont déjà vécu une grossesse précoce⁵. Les violences basées sur le genre (VBG) restent largement sous-déclarées malgré leur fréquence⁶.

Le programme « Pouvoir Choisir » est mis en œuvre en RDC dans la province de l'Équateur, plus particulièrement dans les zones de santé de Mbandaka, Wangata, Bolenge et Bikoro. La mise en œuvre de ce programme est faite avec 2 partenaires de mise en œuvre dont l'Action de Mamans pour l'Epanouissement de la Famille (AMEF) et Action pour la Protection et l'Encadrement de l'Enfant (APEE). Ensemble, elles cherchent à renforcer les connaissances des jeunes, des femmes et des filles sur leurs DSSR, ainsi que de cultiver un environnement favorable à leur développement en favorisant des attitudes positives envers leur accès indépendant aux soins de santé sexuelle et reproductive, et des comportements visant à mettre fin aux violences basées sur le genre. De multiples activités ont été implémentées depuis 2021, telles que des causeries éducatives, les sensibilisations de masses, les activités de plaidoyer et influences, les célébrations des journées culturelles et internationales, des formations pour leaders religieux et communautaires, etc.

Après quatre années de mise en œuvre du programme « Pouvoir Choisir » dans ces zones, il apparaît nécessaire de documenter de manière approfondie les pratiques néfastes qui persistent, leurs déterminants socio-culturels et les dynamiques de pouvoir qui les entretiennent. Cette recherche-action vise à analyser ces réalités, à capitaliser les avancées obtenues et à co-construire avec les communautés locales et marginalisées des solutions concrètes pour transformer ces pratiques et protéger les droits des adolescentes et jeunes filles.

La chaîne des résultats attendus du programme Pouvoir Choisir :

Résultat ultime	1000		
	Jouissance accrue des droits de la personne liés à la santé par les jeunes femmes et les adolescentes qui vivent dans des conditions vulnérables et en situation de marginalité en Bolivie, Honduras, RDC, Ghana, Jordanie, Liban et les tPo		
Résultats intermédiaires	1100	1200	1300
	Agentivité accrue des jeunes femmes et adolescentes contribuant à leur utilisation équitable des services de santé sexuelle et reproductive	Amélioration de l'offre de services de santé sexuelle et reproductive afin qu'elle soit inclusive, responsable et réceptives au genre (gender-responsive), par les prestataires de soins de santé, pour divers groupes de jeunes femmes et adolescentes	Amélioration de l'efficacité des principales parties prenantes, en particulier les organisations ou les mouvements de femmes et de jeunes, pour plaider en faveur de politiques de soins de santé fondées sur des preuves, d'un cadre juridique responsable, de services équitables et inclusifs

⁵UNICEF RDC (2023). Adolescent Pregnancy in DRC.

⁶ ONU Femmes & UNICEF (2022–2023). Rapports sur les VBG en RDC.

Résultats immédiats	1110	1120	1210	1220	1310	1320
	Capacité accrue des jeunes femmes et des adolescentes à faire des choix de vie éclairés en matière de SDR	Soutien collectif accru pour réduire les obstacles sociaux, culturels et structurels liés au genre en matière de santé et de droits sexuels et reproductifs pour les jeunes femmes et adolescentes	Amélioration des connaissances et attitudes des prestataires pour fournir des soins de santé sexuelle et reproductive de qualité, inclusifs et sans jugement	Amélioration de la qualité et de la quantité des services et des centres de santé pour les jeunes femmes et adolescentes	Amélioration des compétences des organisations ou mouvements de femmes et de jeunes pour influencer les enjeux de SDR	Amplification de la voix des organisations ou mouvements de femmes et de jeunes qui défendent la SDR

2. Objectifs de la recherche-action

2.1. Objectif général

Conduire une recherche-action participative pour analyser, documenter et renforcer la compréhension et la lutte contre les pratiques néfastes de santé sexuelle et reproductive (SSR) affectant les adolescentes et jeunes filles dans les zones de santé de Mbandaka, Wangata, Bolenge et Bikoro, en vue d'améliorer leur protection, leur autonomie et l'efficacité des interventions futures.

2.2 Objectifs spécifiques

- Cartographier les principales pratiques néfastes (incluant mais ne se limitant pas aux mauvaises pratiques de contraception incluant le mésusage médicamenteux, l'usage de substances psychotropes liées à la sexualité ou d'herbes pour rétrécir le vagin, et autres pratiques liées à la SDR à identifier) dans les zones ciblées ;
- Documenter la prévalence des pratiques néfastes cartographiées ;
- Analyser les perceptions communautaires (familles, leaders coutumiers, jeunes filles, autorités locales) sur ces pratiques : justifications, résistances, évolutions possibles ;
- Étudier les dynamiques de genre et de pouvoir qui entretiennent ces pratiques au niveau familial, communautaire et institutionnel ;

3. Champ de la recherche, approche et méthodes utilisées, exigences méthodologiques de base



3.1. Questions de recherche

- Quelles sont les pratiques néfastes liées à la santé sexuelle et reproductive des jeunes et des femmes les plus prévalentes dans la province de l'Équateur en RDC ?
- Quelles sont les motivations sociales, économiques ou culturelles qui maintiennent ces pratiques ?

3.2. Approches

3.2.1. Les principes féministes d'Oxfam

Comme indiqué dans le [Cadre stratégique mondial 2020-2030](#), Oxfam et ses partenaires (l'ONGD AMEF dans les cas présent) s'engagent à appliquer une optique féministe à toutes leurs analyses et actions. Cela signifie s'engager à respecter les [11 principes féministes d'Oxfam](#) à la fois comme un résultat - l'avancement des droits des femmes et de la justice de genre - et comme un processus - intégré dans nos méthodes de travail, de conception, de budgétisation, de planification, de mise en œuvre, de suivi, d'évaluation, d'apprentissage, etc⁷.

3.2.2. Thématique abordée

La recherche-action devra explorer de manière critique et participative un ensemble de thématiques clés liées aux **pratiques néfastes** affectant les jeunes filles dans les zones de santé de **Mbandaka, Wangata, Bolenge et Bikoro**, en s'appuyant sur les principes féministes, l'intersectionnalité et l'engagement des jeunes.

- **Resenser** les pratiques néfastes incluant toutes pratiques traditionnelles dangereuses affectant la santé sexuelle et reproductive des femmes et des jeunes dans la province de l'Équateur, telles que, mais ne se limitant pas au phénomène « pattes à roder » (consommation de mélanges psychotropes et boissons indigènes), ainsi que l'utilisation des plantes traditionnelles comme moyens de contraception ou pour rétrécir le vagin.
- **Déterminer la prévalence** des pratiques néfastes recensées.
- **Comprendre la persistance** de ce phénomène auprès des jeunes femmes et jeunes hommes.
- Explorer le rôle des familles, leaders religieux, leaders coutumiers et tradi-praticiens dans le maintien de ces pratiques.
- Identifier les initiatives positives et leviers de changement: actions locales déjà entreprises pour réduire ces pratiques (ex: clubs scolaires, leaders communautaires engagés, réseaux de jeunes, structures de protection).

3.2.3. Approches féministes

Avec une approche féministe, la recherche-action peut contribuer à un changement social transformateur en soutenant l'autonomisation et en renforçant l'agence des personnes avec lesquelles nous travaillons, en particulier les jeunes et les femmes.

⁷ Source : Oxfam (2021) [Transformer les inégalités de genre, Guide pratique pour réaliser la transformation de genre dans le développement résilient](#).

Une **approche féministe SEAR** d'Oxfam (Suivi, Évaluation, Apprentissage et Redevabilité) guidera l'ensemble du processus. Le travail du ou de la consultant.e devra intégrer l'expérience vécue des jeunes femmes et des personnes marginalisées, tout en assurant un engagement actif des parties prenantes à chaque étape : définition des outils, collecte, validation et restitution.

Les outils de collecte devront être sensibles aux diversités (âge, sexe, handicap, statut social), et adaptés au langage, à la culture et aux réalités du terrain. Les descentes sur le terrain seront organisées dans les zones de santé de **Mbandaka, Bolenge, Wangata et Bikoro**, où OXFAM met en œuvre ses activités de plaidoyer.

3.3. Portée et méthodes proposées

Dans l'offre technique, le (la) candidat.e doit :

- Proposer une méthodologie à employer pour répondre aux questions de recherche mentionnées ci-dessus, incluant (1) un aperçu de revue des corps de recherche existants sur les thématiques abordées, ainsi (2) qu'un cadre théorique sur lequel se basera la collecte et l'analyse des données ;
- Proposer les méthodes quantitatives pour la cartographie et étude de prévalence des pratiques néfastes (sondages en ligne ou en personne, observations systématiques, revues documentaires) et qualitatives pour l'approfondissement des facteurs qui maintiennent ces pratiques (groupes focaux, revues documentaires, entrevues dirigées ou non dirigées, histoires de changement le plus significatif...), en considérant que l'objectif de la collecte est d'atteindre la saturation ;
- Présenter sous forme de tableau ou matrice comment chacune de ces méthodes seront utilisées pour répondre aux indicateurs mentionnés plus haut ;
- Préciser la plateforme de collecte des données favorable, de préférence, l'application mobile Survey CTO qui est déjà utilisée par Oxfam ;
- Pour les méthodes quantitatives, proposer la taille de l'échantillon qui doit être déterminée avec une marge d'erreur de 5% et un niveau de confiance de 95% ;
- Toute données récoltées doivent être ventilées par :
 - Sexe (femmes, hommes, autres) ;
 - Age (adolescents.tes de 10 à 18 ans et jeunes adultes de 19 à 24 ans) ;
 - Les zones géographiques : **Mbandaka, Wangata, Bolenge et Bikoro**
 - Le statut socioéconomique ;
 - Toute autre catégorie pertinente pour le programme.
- Proposer des approches participatives impliquant les parties prenantes du projet dans le design et/ou la mise en œuvre de la recherche-action ;
- Inclure les considérations éthiques, les possibles répercussions de la collecte de données et de la recherche-action en générale et les mesures de mitigation pour s'assurer de ne pas nuire aux personnes et communautés enquêtées ;

PCM

boxSIGN 4LX29844-1VWPL2R2

Sab

boxSIGN 197LSPZ-1VWPL2R2

IO

boxSIGN 4ZLYZV4-1VWPL2R2

- Inclure des références bibliographiques lorsque pertinent.

Le(la) candidat.e doit également démontrer son engagement à :

- Participer aux séances d'induction et/ou de formation à Mbandaka (province de l'Équateur) avec Oxfam et ses partenaires, pour discuter en détails des méthodologies à appliquer pour la recherche ;
- Utiliser l'approche féministe SEAR d'Oxfam, l'approche intersectionnelle et une approche visant à ne pas nuire aucunement aux personnes enquêtées ;
- Appliquer des méthodes qui tiennent compte des particularités du genre et de la jeunesse ;
- Adapter les approches et les outils de collecte de données pour garantir la pertinence et la fiabilité des données recueillies ;
- Appliquer la parité dans les équipes d'évaluation (consultant(e)s et enquêteurs.trices) ;
- Promouvoir l'implication communautaire et la participation des parties prenantes du projet « Pouvoir Choisir » lorsque pertinent ;
- Travailler en étroite collaboration avec les équipes nationales d'Oxfam et intégrer leurs commentaires dans la version finale du rapport.

4. Équipe évaluatrice ou consultant.e évaluateur.trice : Qualifications et compétences requises, plan d'organisation du consultant.

L'application de la recherche devra être réalisé par un(e) consultant(e) avec son équipe, qui ont les capacités techniques requises et une expérience avérée dans la méthodologie de recherche en santé publique et/ou en sciences sociales et dans la collecte de données quantitatives et d'analyses de celles-ci ; et ce, en collaboration avec une équipe de chercheur.es (enquêteurs.trices) formée dans la collecte et l'analyse de données éthique et systématique. Le(a)consultant (e) sera chargé(e) de tout centraliser et finaliser le rapport et la base de données.

Le(la) consultant(e) doit présenter les qualifications suivantes :

- Un diplôme universitaire dans un domaine pertinent, tel que la santé, aux sciences sociales, statistiques, démographie et géographie, aux études de genre, en droit, à la gestion de projet, et/ou au suivi-évaluation ;
- Expérience dans l'application systématique de méthodologies de recherche et d'autres outils quantitatifs ;
- Connaissance de la politique nationale de la santé des jeunes et des adolescents en matière de SDR ;
- Expérience dans la collaboration de travail avec les programmes spécialisés de l'Etat en matière de SDR ;
- Bonnes compétences analytiques ;
- Souci du détail ;
- Excellentes compétences de rédaction et de synthèse ;

PCM
box SIGN 4LX29864-1WKL2R2

Sab
box SIGN 197JLSPZ-1WKL2R2

JO
box SIGN 4ZL9YZV4-1WKL2R2

- Compréhension des tendances innovantes et bonnes pratiques en matière de SDSR des jeunes et adolescents ;
- Bonnes connaissances du contexte des zones de mise en œuvre du programme ;
- Maîtrise du français (oral et écrit) et du Lingala ;

5. Livrables attendus

- Offre technique modifiée selon les discussions préliminaires avec les équipes d'Oxfam et les organisations partenaires ;
- Présentation PowerPoint avec les résultats saillants ;
- Outils de collecte adaptés (questionnaires, guide FDG) ;
- Ébauche de rapport final ;
- Rapport final ;
- Base de données, brutes et nettoyées, ventilées et ordonnées ;
- Notes de terrain organisées des collectes de données qualitatives.

6. Contenu du rapport final

Le rapport final de la recherche-action comprendra les sections suivantes :

- Page de couverture figurant les éléments suivants :
 - Intitulé de l'étude ;
 - Couverture géographique : province, territoire, secteur, etc.
 - Date de finalisation du rapport d'évaluation ;
 - Logo d'Oxfam ;
 - Reconnaissance du soutien du bailleur institutionnel ;
- Table des matières ;
- Glossaire et liste des abréviations ;
- Résumé exécutif (max. 1 page) ;
- Exploration des questions de recherche et cadre théorique sur lequel se base l'étude ;
- Méthodologies
 - Comment les données ont été collectées, analysées et validées (étude de conception, échantillonnage, protocoles de collecte de données, critères de désagrégation, critères de sélection des répondants.tes).
 - Y compris les défis et les limites à prendre en compte pour comprendre et interpréter les résultats.
- Revue documentaire et de littérature sur les domaines pertinents à l'étude ;
- Principales conclusions selon l'analyse des données, répondant aux questions de recherche posées ;
- Références bibliographiques complètes.



• Recommandations exceptionnelles découlant de l'analyse

- Incluant une ou plusieurs recommandations pour remédier aux limites et aux lacunes des données.
- Proposer des actions à entreprendre pour réaliser les recommandations données, avec des échéances, si nécessaire.
- Inclure les questions d'apprentissage nouvelles ou émergentes qui devraient être prises en compte.
- Y compris des recommandations sur la manière de suivre et d'évaluer les progrès vers un changement transformationnel

Annexes :

- Une copie de tous les outils, enquêtes et questionnaires utilisés pour la collecte de données (qualitatives ou quantitatives) ;
- Ensembles de données ventilées (originaux et nettoyés) en format Excel (.csv ou .xlsx), y compris toutes les notes de terrain en format Word (.doc).

7. Calendrier des activités et Durée de la consultation

La durée totale de l'évaluation sera de 45 jours ouvrable d'après le plan suivant :

TÂCHES	RESPONSABLE	DÉBUT	FIN	# de jours
Termes de références (exemple)		2026/04/01	2026/04/30	22
Projet de TdR de la recherche action	Chargé de SEAR	2026/04/01	2026/04/06	4
Révision interne	PM & partenaires	2026/04/07	2026/04/10	4
TdR et validation	Chargé de SEAR	2026/04/13	2026/04/15	3
Diffusion du TdR	Chargé de SEAR et RH	2026/04/16	2026/04/30	11
Embauche de Consultant.e.s		2026/05/04	2026/11/14	20
Analyse des candidatures	RH, PM et Chargé.e.s de SEAR	2026/05/04	2026/05/15	10
Entretiens	RH, PM et Chargé de SEAR	2026/05/18	2026/05/21	4
Décision	RH, PM et Chargé de SEAR	2026/05/22	2026/05/22	1
Rédaction du contrat	RH, PM et Chargé de SEAR	2026/05/25	2026/05/27	3
Signature du contrat	RH, PM et Chargé de SEAR	2026/05/28	2026/05/29	2
Séances des Travail et entretien avec les parties prenantes		2026/06/01	2026/06/19	14
Rédiger et ajuster la méthodologie et les outils de collecte de données	PM et Chargé de SEAR et Consultant.e	2025/06/01	2026/06/12	10
4-day workshop	Parties prenantes	2025/06/15	2026/06/19	5
Collecte de données		2026/05/22	2026/07/06	11
Recrutement des enquêteurs.trices	Consultant.e, Charge SEAR et HR	2026/06/22	2026/06/23	2
Briefing des enquêteurs.trices sur la collecte	Consultant.e et Charge SEAR	2026/06/24	2026/06/25	2
Test sur la collecte	Consultant.e et Charge SEAR	2026/06/26	2026/06/26	1

Deploiement et collecte de donnees	Consultant.e, enquêteurs.trices et Charge SEAR	2026/06/29	2026/07/03	4
Restitution de la descente et debriefing	Consultant.e, enquêteurs.trices et Charge SEAR	2026/07/06	2026/07/06	1
Analyses de donnees et rapportage		2026/07/07	2026/08/04	20
Analyses qualitatives des donnees	Consultant.e	2026/07/07	2026/06/14	6
V1 du Rapport : presentation aux parties prenantes et discussion des conclusions initiales	Consultant.e	2026/06/15	2026/07/20	4
Révision interne	Consultant.e	2026/07/21	2026/07/27	5
V2 du Rapport Restituions avec les parties prenantes	Consultant.e et Charge SEAR	2026/07/28	2026/07/30	3
Soumission du rapport final validé	Consultant.e	2026/08/03	2026/08/04	2

8. Coordination et Supervision de l'enquête

La recherche sera supervisée par le programme Manager avec l'appui technique de coordination nationale MEAL d'Oxfam RDC et de la coordination MEAL d'Oxfam-Québec.

9. Paiement

- Honoraires professionnels : Il est attendu que le(a) postulant(e) consultant(e) ou équipe consultante intéressé(e) propose un budget pour l'exercice, néanmoins Oxfam considérera les propositions qui se situent dans les tarifs approuvés conformément à sa politique sur les honoraires professionnels.
- Taxes et assurances : Le(la) consultant(e) sera responsable de son impôt sur le revenu et/ou de son assurance pendant la mission.

• Le consultant sera payé en trois versements :

Le paiement sera fait en 2 tranches

- 40% des honoraires de l'équipe consultante versés avant l'activité pour faciliter les préparatifs de l'étude, la formation des enquêteur.trices ainsi que le déploiement de l'équipe sur terrain ;
- 60% après la soumission du rapport final validé par les 2 parties.

N.B :

- La dernière tranche de paiement sera effectuée après que la qualité du rapport final est vérifiée, examinée et approuvée par Oxfam. Cela signifie que le(la) consultant(e) ou l'équipe consultante doit s'engager contractuellement à réviser et à garantir la qualité du rapport après le délai de consultation convenu, sans frais supplémentaires.
- L'évaluateur.trice doit prendre toutes les mesures raisonnables pour s'assurer que l'évaluation est conçue et menée de manière à respecter et à protéger les droits et le bien-être des personnes et des communautés dont elles sont membres, et pour s'assurer que l'évaluation est techniquement exacte, fiable et légitime, qu'elle est menée de manière

transparente et impartiale et qu'elle contribue à l'apprentissage et à la responsabilisation de l'organisation.

- Les participant(e)s à l'évaluation (enquêtées) signeront un formulaire de consentement éclairé.
- Un contrat sera signé par le(la) consultant(e) ou l'équipe consultant(e) au début de l'évaluation, qui détaillera les termes et conditions supplémentaires du service, de paiement, les aspects des apports et les livrables.
- Code de conduite : Le travail d'Oxfam est basé sur des valeurs et des principes profondément ancrés, il est essentiel que notre engagement envers les principes humanitaires soit soutenu et démontré par tous les membres du personnel. Le code de conduite d'Oxfam définit les normes auxquelles tous les membres du personnel doivent se conformer. Le(la) consultant(e) ou l'équipe consultante est lié par les principes et les conditions du [Code de conduite Oxfam – collaborateurs externes](#)).

10. Eligibilité et dossier de candidature

Une offre technique et financière doit être produite.

L'offre technique comprendra :

- Un curriculum vitae (CV) détaillé de l'évaluateur.trice principal(e) et, le cas échéant des autres évaluateurs principaux impliqués ; Le CV qui correspond le mieux au service requis se verra attribuer le plus grand nombre de points ;
- Les compétences mentionnées au point 4 doivent apparaître clairement dans les CV fournis ;
- Une note synthétique de compréhension du projet et des Tdr (max. 1 page) ;
- Une description de l'approche et de la méthodologie proposées incluant, en plus des détails décrits au point 3.4, une description de l'équipe d'enquêteur.trices, de leur formation et des tâches qui leurs seront assignées. (max.4 pages) ;
- Un plan de travail incluant un chronogramme prévisionnel (max.1 page) ;
- Un minimum de deux exemples d'études similaires réalisées par au moins un ou une intégrant(e) de le (la) postulant (e), démontrant une bonne capacité rédactionnelle en français et un cadre méthodologique robuste. La révision par des paires de ces études n'est pas obligatoire mais considérée un atout ;

L'offre financière déclinera en détail le budget en précisant les coûts unitaires. Elle comprendra aussi tous les frais de subsistance, transport, etc., et les modalités de déblocage. Oxfam décidera de la possibilité de prendre et payer directement certains frais ou pas.

Les offres incomplètes seront automatiquement exclues.

Le dossier doit être envoyé uniquement par email, aux adresses suivantes : drcrequisions@oxfam.org.uk ou physiquement aux adresse suivante : 10, Avenue du Rond-point, Quartier les volcans Commune de Goma, au Nord Kivu ; N° 47, Avenue Colonel EBEYA, 2ème étage, en face de l'Assemblée provinciale de Kinshasa, Commune de la GOMBE, Ville de Kinshasa ;515 Avenue Libération, Centre-Ville, Mbandaka, Bureau provincial Oxfam - Equateur RD Congo au plus tard le vendredi 30 avril 2026 à 14 heures 00 heures de Mbandaka.

PCM

box SIGN 4LX2P864-1VWPL2R2

Sab

box SIGN 197JL5PZ-1VWPL2R2

IO

box SIGN 4ZLYVZV4-1VWPL2R2

Fait à Mbandaka, le 14 /04/2026

Elaboré par
Prince Mazasa Pambi


box SIGN 4LX29864-1VKPL2R2

MEAL Officer

Validé par
Sabine MUSUBYO


box SIGN 197JL5PZ-1VKPL2R2

Team leader/PM ai

Approuvé par
Issaka Ouandaogo

Issaka Ouandaogo
box SIGN 4ZL9YZV4-1VKPL2R2

Directeur Programme